Séance publique du 26 février 2001

Délibération n° 2001-6385

commission principale : ressources humaines

objet : **Création d'emplois - Cabinet et secrétariat du président - Frais de mission - Service de sécurité**

service : Direction générale des services

Le Conseil,

Vu le rapport du 14 février 2001, par lequel monsieur le président expose ce qui suit :

Le mandat du maire de la ville de Lyon se termine le 23 mars 2001, celui de président de la communauté urbaine de Lyon arrive à échéance le 20 avril 2001.

Il est rappelé que, dans un souci de cohérence et de maîtrise des dépenses, le maire de Lyon et le président de la Communauté urbaine avaient souhaité constituer un cabinet et un service de communication communs à la ville et à la Communauté.

Par délibération en date du 22 janvier 1996, les membres du conseil de Communauté en avaient approuvé le principe et avaient autorisé son président à signer une convention qui régissait les rapports de réciprocité de certains des personnels affectés à son cabinet.

A cet effet, cette convention prévoit que les collaborateurs de cabinet du maire de Lyon et du président de la Communauté urbaine exercent leurs fonctions simultanément auprès des deux collectivités, leur activité se faisant sous le timbre de la collectivité possédant la compétence du dossier traité (l'application de cette décision n'entraîne pas pour les intéressés l'octroi d'une rémunération supplémentaire).

Considérant que les mandats de maire de Lyon et de président de la Communauté urbaine échoient à des termes différents, il apparaît nécessaire, dans un souci de continuité de fin de mandat, de recruter entre le 24 mars et le 20 avril 2001, quatre des collaborateurs parmi les personnels attachés au cabinet de la ville de Lyon, qui assuraient leurs fonctions tant auprès du maire de la ville de Lyon que du président de la Communauté urbaine.

Monsieur le président propose, en conséquence, la création de quatre emplois contractuels, soit un emploi de chef de cabinet, un emploi d'attaché de presse et deux emplois d'assistante administrative auprès du président et de doter ces quatre emplois des indices majorés de rémunération suivants : 1385 pour l'emploi de chef de cabinet (régime indemnitaire inclus), 1128 pour l'emploi d'attaché de presse du président (régime indemnitaire inclus), 804 et 872 (régime indemnitaire inclus) respectivement pour les deux emplois d'assistante administrative auprès du président.

Ces quatre emplois prendraient fin au plus tard en même temps que le mandat du président de la communauté urbaine.

Monsieur le président informe également qu'en sa qualité d'ancien premier ministre, le ministère de l'intérieur met à sa disposition deux officiers de sécurité du service de protection des hautes personnalités. Ces fonctionnaires, en résidence à Paris, sont appelés à l'accompagner dans les déplacements qu'il effectue dans le cadre de ses mandats électifs.

Par délibération du 13 novembre 1995, la ville de Lyon a accepté la prise en charge des dépenses résultant de la protection du maire de Lyon, comprenant les frais de déplacements et de séjour liés à l'accomplissement de cette mission. Le mandat du président se prolongeant jusqu'au 20 avril 2001, il propose la reprise par la Communauté urbaine des dépenses inhérentes à cette mission dans le cadre des déplacements de ces agents de sécurité, pendant la période du 24 mars au 20 avril 2001 et dans les limites prévues par la réglementation

Vu ledit dossier ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 87-10004 du 16 décembre 1987 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 ;

Vu sa délibération n° 96-0414 en date du 22 janvier 1996 ;

Vu la délibération du conseil municipal de Lyon, n° 95-0217 du 13 novembre 1995 et celle du 22 septembre 1997 relative au fonctionnement du cabinet du maire ;

Vu la convention en date du 23 septembre 1997 prise conformément aux délibérations visées ci-dessus ;

Oùï l'avis de sa commission des ressources humaines ;

DELIBERE

1° - Procède aux créations d'emplois suivantes :

Cabinet du président :

- un chef de cabinet (n° 01100029) doté de l'indice majoré de rémunération 1385 (régime indemnitaire inclus),
- un attaché de presse (n° 01100030) doté de l'indice majoré de rémunération 1128 (régime indemnitaire inclus),
- deux assistantes administratives auprès du président (n° 01100031 et n° 01100032) dotées respectivement des indices majorés de rémunération 804 et 872 (régime indemnitaire inclus).

2° - Précise que ces quatre emplois prendront fin au plus tard en même temps que le mandat du président.

3° - Décide la prise en charge pendant la période du 23 mars au 20 avril 2001, des dépenses inhérentes aux frais de missions et de déplacements des agents de sécurité placés auprès de monsieur le président.

4° - La dépense en résultant prévue en suffisance sera prélevée sur les crédits inscrits au budget de l'exercice 2001.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,